



Assemblée générale

Distr. limitée
28 octobre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 37 de l'ordre du jour

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovénie, Soudan, Suède, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam et Zimbabwe : projet de résolution

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/139 du 17 décembre 1991, 47/92 du 16 décembre 1992, 48/100 du 20 décembre 1993, 50/161 du 22 décembre 1995, 50/227 du 24 mai 1996, 51/202 du 17 décembre 1996, 52/25 du 26 novembre 1997 et 53/28 du 19 novembre 1998,

Rappelant aussi la décision 1991/230 du Conseil économique et social en date du 30 mai 1991, les résolutions du Conseil économique et social 1992/27 du 30 juillet 1992, 1995/60 du 28 juillet 1995, 1996/7 du 22 juillet 1996, 1996/36 du 26 juillet 1996, 1997/56 du 23 juillet 1997, 1998/44 et 1998/46 du 22 juillet 1998 et 1999/55 du 30 juillet 1999,

ainsi que les conclusions concertées 1995/1 du 28 juillet 1995, 1996/1 du 26 juillet 1996 et 1997/1 du 25 juillet 1997,

1. *Réaffirme* les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social¹ et dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social², notamment leur promesse d'accorder la priorité absolue aux politiques et actions aux niveaux national, régional et international tendant à promouvoir le progrès social et la justice sociale, à améliorer la condition humaine et à réaliser l'intégration sociale, avec la pleine participation de tous;

2. *Souligne* qu'il est urgent de mettre les objectifs de développement social énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague au centre du processus de prise de décisions de politique économique, y compris celles qui agissent sur les forces du marché interne et mondial et sur l'économie mondiale;

3. *Souligne aussi* qu'il faut ranimer partout le développement économique et social suivant un cadre qui place l'être humain au centre du développement et qui vise à répondre rapidement et plus efficacement aux besoins humains, notamment en renforçant l'interaction positive entre les politiques économiques et sociales, et relève le besoin d'une volonté politique forte et soutenue, aux échelons national, régional et international, d'investir dans les personnes et dans leur bien-être afin d'atteindre les objectifs de développement social;

La session extraordinaire de l'Assemblée générale et sa préparation

4. *Rappelle* sa résolution 50/161, dans laquelle elle a décidé de tenir une session extraordinaire en 2000 pour procéder à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet et pour envisager des interventions et des initiatives nouvelles;

5. *Invite à nouveau* les États Membres à participer à la session extraordinaire au niveau politique le plus élevé possible et, dans l'intervalle, à continuer d'en appuyer les préparatifs;

6. *Invite à nouveau également* les commissions régionales, conformément à leur mandat et en collaboration avec les organisations intergouvernementales et les banques régionales, à continuer de participer à l'action menée pour réaliser les objectifs du Sommet et à soutenir cette action, et se félicite à cet égard de l'organisation de réunions régionales préparatoires de la session extraordinaire;

7. *Rappelle* une fois de plus que les objectifs de la session extraordinaire seront de réaffirmer la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague approuvés lors du Sommet et non de les renégocier, de faire le point des progrès accomplis et des obstacles rencontrés, ainsi que des enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action aux niveaux national, régional et international, et de recommander des interventions et des initiatives concrètes en vue de contribuer aux efforts déployés pour appliquer intégralement et efficacement la Déclaration et le Programme d'action;

8. *Réaffirme* qu'il importe d'instaurer un partenariat et une coopération efficaces entre les gouvernements, les organisations internationales, les acteurs intéressés de la société civile, dont le secteur privé, les partenaires sociaux et les organisations non

¹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe I.

² Ibid., annexe II.

gouvernementales, en vue de l'application et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action ainsi que des préparatifs de la session extraordinaire;

9. *Prend note* du rapport sur les travaux de la première session du Comité préparatoire de la session extraordinaire³, qu'elle a créé dans sa résolution 52/25;

10. *Invite* à nouveau tous les organes, fonds et programmes compétents ainsi que les institutions spécialisées du système des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, à continuer de contribuer et de participer activement aux préparatifs et à la session extraordinaire, et, à ce propos, prend note en particulier de la décision du Comité préparatoire relative au rôle du système des Nations Unies⁴, dans laquelle il a invité tous les organes pertinents et institutions spécialisées du système des Nations Unies ainsi que les autres organisations intéressées, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, à élaborer et à soumettre des rapports de synthèse et des propositions aux fins d'intervention et d'initiatives nouvelles, ainsi que de sa décision relative à la poursuite des préparatifs de la session extraordinaire⁵;

11. *Prend note aussi* de la décision adoptée par le Comité préparatoire à la reprise de sa première session au sujet de l'accréditation des organisations non gouvernementales à la session extraordinaire⁶, et rappelle la décision de l'Assemblée générale 54/407 du 8 octobre 1999, relative aux arrangements concernant la participation d'organisations non gouvernementales à la session extraordinaire;

12. *Rappelle* l'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Comité préparatoire, tel qu'elle l'a adopté dans sa décision 54/406 du 8 octobre 1999;

13. *Rappelle également* les dispositions relatives à la session extraordinaire recommandées par le Comité préparatoire et adoptées par l'Assemblée générale dans sa décision 54/404 du 8 octobre 1999;

14. *Rappelle en outre* sa décision 54/405 du 8 octobre 1999, par laquelle la session extraordinaire s'intitulera «Sommet mondial pour le développement social et au-delà : le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation»;

15. *Rappelle également* la recommandation du Comité préparatoire, à sa session d'organisation, tendant à ce que la Commission du développement social soit chargée de servir de cadre pour l'examen des rapports nationaux, en s'appuyant sur le partage de l'expérience acquise et en identifiant les domaines où de nouvelles initiatives sont jugées nécessaires, pour examen par le Comité préparatoire;

16. *Prend note* de la résolution 37/1 de la Commission du développement social, intitulée «Services sociaux pour tous», et des conclusions concertées qui y figurent, ainsi que de sa résolution 37/3, intitulée «Mise en route de l'examen global de la suite donnée au sommet mondial du développement social»;

17. *Rappelle* que, conformément au programme de travail pluriannuel de la Commission, tel qu'il a été approuvé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/7, le thème prioritaire de sa trente-huitième session, qui se tiendra en février 2000, sera la «Contribution de la Commission à l'examen global de la suite donnée au Sommet», et rappelle aussi à ce propos l'invitation adressée à la Commission par le Comité préparatoire à sa première session, tendant à ce qu'elle procède à l'examen

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 45 (A/54/45 et Corr.1 et Add.1).

⁴ Ibid., chap. VI, décision 1.

⁵ Ibid., décision 2.

⁶ Ibid., décision 3.

d'ensemble de la suite donnée au Sommet mondial et de lui transmettre les résultats de ses délibérations à sa deuxième session;

18. *Prend note* du communiqué ministériel adopté par le Conseil économique et social lors du débat de haut niveau de sa session de fond de 1999, intitulée «Le rôle de l'emploi dans l'élimination de la pauvreté : émancipation et promotion de la femme»;

19. *Réaffirme* dans ce contexte la décision du Comité préparatoire, à sa session d'organisation, selon laquelle ses activités de fond devraient tenir compte des résultats des autres grandes conférences des Nations Unies et des apports d'autres organes et institutions spécialisées compétents du système des Nations Unies;

20. *Rappelle* qu'elle a décidé, dans sa résolution 53/28, que la session extraordinaire se tiendrait à l'Office des Nations Unies à Genève du 26 au 30 juin 2000;

21. *Sait gré* au Gouvernement suisse de prendre les dispositions nécessaires en vue de la session extraordinaire;

22. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social⁷;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa cinquante-cinquième session, sur la session extraordinaire;

24. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à cette mise en oeuvre».

⁷ A/54/220.